



**Les sections départementales FSU des 4 DOM, Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion** dénoncent la situation de pauvreté et d'exploitation récurrente dans nos îles. L'explosion sociale qui gagne nos départements les uns après les autres est le résultat d'une politique désastreuse de l'État en matière d'économie et de fonction publique à laquelle s'ajoute, selon les cas, une inertie coupable des collectivités depuis de nombreuses années. Les SD FSU soutiennent activement les mouvements de grève qui gagnent peu à peu nos régions parce qu'elles ont conscience que seul un mouvement d'ampleur est susceptible de faire aboutir nos légitimes revendications.

En matière de fonction publique, le désengagement de l'État, qui s'emploie à affaiblir les services publics, intervient au pire moment du fait de la gravité et de la durée prévisible de la crise mondiale qui secoue encore plus fortement nos départements. De plus, aucun cadre de contrôle n'a été installé chez nous pour assurer un véritable équilibre en matière de prix. L'étroitesse du marché et l'histoire de nos territoires issus du colonialisme ont permis la constitution de monopoles enracinés qui, souvent, bafouent les lois en la matière. Les SD FSU des 4 DOM, malgré des situations diverses, entendent œuvrer pour que les populations ne soient plus captives.

**Elles réclament de toute urgence des réponses à leurs exigences phares :**

- **une baisse généralisée et significative des prix** et gel des prix des produits de première nécessité ;
- **une revalorisation des salaires** des agents des trois fonctions publiques, par l'augmentation du point d'indice avec la création d'une zone indiciaire DOM avec un effort tout particulier en direction des agents de catégorie C et des non-titulaires ;
- **la suppression de l'octroi de mer et baisse de la TVA** avec compensation pour la perte occasionnée aux collectivités ;
- **une baisse d'au moins 30% des taxes sur le foncier** et sur les taxes locales, une baisse significative du prix de l'électricité et du service de l'eau ;
- **un plan d'urgence pour le bâti scolaire** indispensable pour que les collectivités, avec l'aide de l'État et des fonds européens, prennent à bras le corps la reconstruction ou la rénovation des établissements scolaires aux normes antisismiques en vigueur et permettent l'accueil des élèves et des personnels handicapés.

Enfin les SD FSU des 4 DOM réclament :

- l'arrêt de toute suppression de postes ;
- le maintien de l'indemnité de vie chère pour les retraités dans les 4 DOM, de même que pour les actifs quelle que soit leur position (maladie ou activité) ;
- Le maintien de la bonification d'annuité retraite outremer (1 an tous les 3 ans) ;
- Le maintien de la bonification d'originaire lors des mutations.

Dans les prochains jours, les sections départementales FSU des 4 DOM publieront une plate forme revendicative plus exhaustive et plus détaillée. Les SD FSU des DOM s'indignent du mépris des représentants de l'État (Préfet de Guadeloupe qui rompt les négociations, Secrétaire d'État à l'Outre-Mer qui fuit en catimini, Président de la République qui n'évoque même pas le problème de la Guadeloupe lors de son intervention publique du 5 février) et du patronat. Ils sont les seuls responsables de la situation actuelle. Les SD FSU des DOM appellent l'ensemble des actifs, des chômeurs et des retraités à renforcer, là où elle existe, la mobilisation pour faire aboutir les revendications contre la vie chère, la précarité et pour le développement des services publics.

Le 7 février 2009